car, bien que le travail de l'ouvrier soit quelque chose de plus noble qu'une marchandise, il garde cependant tout le caractère d'une marchandise, et on le considère par le côté qui fait que celleci est l'objet du prix.

Le raisonnement de saint Thomas est donc juste quand il dit: I. II. Q. CXIV, art. 1: « On appelle salaire ce qui est attribué à quelqu'un pour rétribution de son travail ou labeur, comme une sorte de prix du dit travail. Aussi, de même que c'est un acte de justice de donner à quelqu'un le juste prix pour une chose que l'on en reçoit, de même c'est un acte de justice de donner le salaire d'un travail ou d'un labeur. » Acte de justice commutative, disonsnous. Car, de même que l'achat et la vente, de même le travail et le salaire sont pour l'utilité commune des contractants, puisque l'hn a besoin de la chose ou du travail de l'autre, et vice versa. Or, ce qui est pour l'utilité commune ne doit pas plus être au détriment de l'un que de l'autre, et c'est pourquoi, entre le maître et l'ouvrier il doit s'établir un contrat de justice conformément au principe d'équivalence, qui est le propre de la justice commutative. (Cf. II. II. Q. LVII, art. 1.)

Que si l'on cherche le criterium au moyen duquel devra être établie cette équivalence entre le travail manuel de l'ouvrier et le salaire à donner par le maître, nous répondons: l'Encyclique dit que ce criterium, il faut le chercher dans la fin immédiate de l'ouvrier qui lui impose le devoir naturel ou la nécessité de travailler, à savoir dans le vivre et le vêtement dont ii a besoin pour sustenter convenablement sa vie et que le travail manuel a pour but premier et principal d'obtenir. Ib. Q. CLXXXVIIX, art. 3).

Toutes les fois que l'ouvrier ayant satisfait par la nature de son travail à son devoir naturel d'obtenir le but immédiat de son labeur, le salaire n'est pas suffisant pour obtenir cette fin convenable, e'est-à-dire le vivre et le vêtement, alors, à proprement parler, et vu la nature des choses, il y a inégalité objective entre le travail et la salaire, et, par suite, lésion de la justice commutative.

Cependant il faut, sur ce point, considérer d'une manière générale deux choses. La première, c'est que, de même que le prix des choses vénales n'est pas ponctuellement déterminé par la loi de la nature, mais consiste plutôt dans une certaine estimation commune, de même doit-on le dire aussi du salaire en général. C'est pourquoi, rien n'étant changé aux conditions tirées du motif de la fin, il y a, ou du moins, il peut y avoir par l'estimation commune, sans manquer à la justice, une légère augmentation ou